



HAL
open science

Champ(s) de formation Management des entreprises - Économie (Entrepreneuriat, Innovation, Développement durable

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un champ formations. Champ(s) de formation Management des entreprises - Économie (Entrepreneuriat, Innovation, Développement durable. 2015, Université Pierre Mendès France - Grenoble - UPMF. hceres-02036026

HAL Id: hceres-02036026

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02036026>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Synthèse des évaluations

Champ "Management des entreprises –
économie (entrepreneuriat, innovation,
développement durable)."

- Université Pierre Mendès France - Grenoble - UPMF

Vague A – 2016-2020

Campagne d'évaluation 2014-2015

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Pour le HCERES,¹

Didier Houssin, président

Au nom du comité d'experts,²

Alain Sauviat, président du comité
Marine Le Gall-Ely, président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Présentation

Le champ de formations *Management des entreprises - économie (entrepreneuriat, innovation, développement durable)*, porté par l'Université Pierre Mendès France - Grenoble - UPMF, constitue l'un des six grands champs de formation du site grenoblois avec l'Ingénierie, Mathématiques, Informatique, Systèmes complexes et Communication, l'Ingénierie, Physique, Matériaux, Chimie verte, Micro nanotechnologies et Nucléaire, l'Ingénierie, Energie, Eau, Environnement et Génie industriel, les Mathématiques et l'Informatique et enfin la Physique, Ingénierie des matériaux, Terre et Environnement.

Le champ *Management des entreprises - économie (entrepreneuriat, innovation, développement durable)* opère un regroupement de l'ensemble des formations de l'UPMF qui préparent aux métiers de management des entreprises ou des organisations, prioritairement inscrites dans le domaine de la Gestion et/ou de l'Economie. Il regroupe en termes de mentions, trois licences généralistes, 19 licences professionnelles et sept masters délivrés principalement par la Faculté d'Economie, l'Institut d'Administration des Entreprises et l'Institut Universitaire Technologique, majoritairement sur le site de Grenoble, mais aussi sur les sites délocalisés de Valence et de Vienne. Ce champ est également déclaré comme champ secondaire pour la licence *Droit-langues* et pour le master *Etudes internationales et européennes* qui appartiennent principalement au champ *Etudes juridiques*.

L'objectif des licences généralistes est de donner aux étudiants les savoirs disciplinaires fondamentaux pour une intégration en master, mais aussi les compétences nécessaires pour pouvoir occuper des fonctions de cadres de niveau intermédiaire. Les licences professionnelles, structurées sur une seule année de formation, offrent des cursus plus ciblés qui visent spécifiquement à répondre à la demande du marché de l'emploi régional ou national dans des emplois intermédiaires le plus souvent très spécialisés et sectoriellement très diversifiés dans l'offre de l'UPMF. Les objectifs professionnels des masters visent à préparer les étudiants à l'exercice de fonctions de management ou d'ingénierie économique de niveau plus élevés. Ils relèvent dans ce champ de grandes sous-disciplines qui structurent les Sciences économiques et de Gestion telles que la finance, le marketing, les ressources humaines. Les thématiques privilégiées sont celles de l'innovation, de la technologie et des systèmes d'information, associées à la dimension du développement durable.

Les trois licences généralistes proposées sont :

- *Economie-gestion* (Faculté d'Economie)

Dispensée sur les sites de Grenoble et de Valence, elle offre quatre parcours en 3^{ème} année : *Analyse économique et gestion d'entreprise*, *Analyse économique et modélisation*, *Politiques économiques et sociales*, *Ingénierie économique*.

- *Economie-gestion-langues* (Faculté d'Economie (UPMF) et Unité de formation et de recherche (UFR) de Langues étrangères (Grenoble 3)).

Dispensée sur les sites de Grenoble et de Valence, elle associe les matières fondamentales de la licence *Economie-gestion* et l'intégralité des enseignements de *Langues étrangères appliquées* (LEA).

- *Gestion* (IAE de Grenoble)

Elle est actuellement déclinée en trois parcours (un 4^{ème} parcours délocalisé en Chine a été fermé faute d'effectifs suffisants) et sur plusieurs sites : *Comptabilité - finance* (CF) à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Grenoble et sur le site de Valence en formation initiale et en alternance (fermée en 2013 faute d'effectifs suffisants) ; *Management et gestion des entreprises* (MGE) à l'IAE, et sur le site de Valence (des délocalisations au Maroc (Casablanca) et au Vietnam (Hanoï) permettent aux étudiants l'obtention d'un double diplôme) ; *Systèmes d'information* (SI) à Grenoble (et Valence jusqu'en 2014).

Les 19 licences professionnelles proposées sont :

- *Assistant RH : évaluation et développement psychologique des ressources humaines* (UFR SHS Grenoble) ;
- *Commerce et distribution - DISTECH* (IUT2 de Grenoble) ;
- *Développement de la TPE* (IUT2 de Grenoble et de Vienne) ;
- *Economie, gestion durable de l'eau et territoires* (Faculté d'Economie, site de Valence) ;

- *Etudes statistiques, sondages et marketing* (IUT2 de Grenoble) ;
- *Gestion des ressources humaines et paie* (Faculté d'Economie de Grenoble) ;
- *Gestion et commercialisation des produits de la filière forestière* (Faculté d'Economie, site de Valence) ;
- *Gestion et marketing du secteur vitivinicole* (IUT de Valence) ;
- *Gestion patrimoniale et immobilière* (IUT2 de Grenoble) ;
- *Management des approvisionnements et de la logistique* (IUT de Valence) ;
- *Management des collectivités territoriales* (IUT2 de Grenoble) ;
- *Management des unités de restauration* (IAE) ;
- *Management des unités hôtelières* (IAE) ;
- *Management financier et marketing des services* (IUT de Valence et IAE de Grenoble) ;
- *Management intégré qualité/sécurité/environnement* (IUT de Vienne) ;
- *Management des PME-PMI* (IUT de Valence) ;
- *Métiers de l'emploi et de la formation* (Faculté d'Economie de Grenoble) ;
- *Organisation et management des services de l'automobile* (IUT2 de Grenoble) ;
- *Technico-commercial en services et matériels thermiques et énergétiques* (IUT2 de Grenoble et IUT1 (Joseph Fourier) de Grenoble).

Les sept masters proposés sont :

- *Ingénierie économique et entreprise* (IEE, Faculté d'Economie de Grenoble)

Depuis 2004 dans cette configuration, il est constitué de deux parcours de première année de master (M1), l'un spécifique à la spécialité intégrée (M1+M2) : *Ingénierie économique* (professionnelle et recherche) à laquelle est rattachée le parcours de M2 *Chargé d'études économiques et statistiques*, l'autre généraliste et support de quatre spécialités de M2 (trois professionnelles et une mixte) rattachées au master IEE : *Chargé d'études économiques et statistiques*, *Ressources humaines, organisation et conduite du changement*, *Diagnostic économique d'entreprise*, *Stratégies économiques du sport et du tourisme*, mais aussi support de quatre autres spécialités rattachées à trois autres masters *Economie, énergie et développement durable*, *Gouvernance des organisations pour le développement international* et *Evaluation et management des politiques sociales* (les deux derniers masters sont rattachés respectivement au champ *Etudes juridiques* et au champ *Cognition-éducation-sociétés*).

- *Economie, énergie et développement durable* (EEDD, Faculté d'Economie de Grenoble) créée depuis 2011 deux spécialités de M2 (rattachées au M1 généraliste IEE) : *Responsable énergie-environnement en entreprise et collectivité* (professionnelle), *Economiste de l'énergie et de l'environnement* (recherche).

- *Finance* (IAE de Grenoble)

Ce master est composé de sept spécialités, six professionnalisantes, *Audit et contrôle*, *Comptabilité, contrôle, audit*, *Finance d'entreprise et des marchés*, *Finance et gestion bancaire*, *Finance quantitative*, *Gestion de patrimoine*, et une recherche, *Empirical finance and accounting*. Les enseignements sont majoritairement effectués sur le site de Grenoble, avec une spécialité (*Finance et gestion bancaire*) sur le site de Valence. Une délocalisation de la spécialité *Comptabilité, contrôle, audit* existe à Casablanca.

- *Marketing* (IAE de Grenoble).

La première année (M1) est proposée sur les sites de Valence ou de Grenoble en formation initiale classique. En deuxième année cinq spécialités sont proposées aux étudiants ayant suivi le M1 ou provenant d'autres filières : un M2 *Communication et marketing* à Valence (alternance) et à Beyrouth (délocalisation), un M2 *Ingénierie marketing* à Grenoble (Formation Initiale classique) et à Sao Paulo (délocalisation), un M2 *Marketing quanti-études* à Grenoble (Formation initiale (FI) classique), un M2 *Vente et distribution* à Grenoble (FI classique et alternance), et un M2 *Recherche et Conseil en marketing* à Grenoble (Formation Initiale classique).

- *Management de l'innovation et de la technologie* (IAE de Grenoble)

Ce master est composé de deux spécialités à finalités professionnelle et/ou recherche et qui sont *Management de l'innovation* (proposé à l'IAE de Grenoble) et *Génie industriel* à l'Institut Polytechnique de Grenoble. Ces formations montrent de nombreux partenariats avec le Centre National des Arts et Métiers (CNAM), HEC (Hautes Etudes Commerciales) Montréal, Bangkok Université, l'Université Stendhal et l'Université Savoie Mont Blanc.

- *Management des systèmes d'information* (IAE de Grenoble).

Ce master est composé de deux spécialités à finalités professionnelle et recherche et qui sont *Management de la chaîne logistique* (MCL) et *Management des systèmes d'information et d'organisation* (MSIO). Les enseignements sont dispensés sur le campus de l'UPMF. Plusieurs partenaires universitaires internationaux collaborent à renforcer le positionnement de la mention : Université de l'Illinois et Business School de Middlesborough pour la spécialité (MCL) ; Université de Sao Paulo Brésil, de Twente, de Laval Québec, de Shanghai, Politecnico de Turin, de Milan, et HEC Montréal pour (MSIO).

- *Management* (IAE de Grenoble).

Ce master s'organise sur deux années : la première dispose d'un tronc commun au semestre 1 et d'une possibilité de pré-spécialisation en semestre 2 qui propose trois parcours différents : *Achats, Entrepreneuriat* et *Management des ressources humaines*. Six spécialités sont proposées en M2 : *Management stratégique des achats* (DESMA) ; *Entrepreneuriat et conseil aux PME* ; *Management stratégique des ressources humaines* ; *Recherche et intervention en organisation* ; *Management international* ; *Administration des entreprises*. Cette dernière est une spécialité de M2 généraliste double compétence qui reflète le positionnement historique des IAE appartenant au réseau IAE-France. Elle propose en M2 une formation gestionnaire à des étudiants ayant déjà reçu une formation de niveau master en dehors du domaine de la gestion. Des partenariats avec des établissements étrangers existent (principalement au sein de la spécialité *Management international*) : deux doubles diplômes avec le Brésil et la Chine (Universidade de Sao Paulo - Pontificia Universidade Catolica de Rio de Janeiro et Shanghai University) et une formation délocalisée à Pasagard Research management and Human Capital Development Institute à Téhéran en Iran.

L'adossé recherche de ces formations se concrétise par la place des enseignants-chercheurs rattachés au Centre de Recherche en Economie de Grenoble (CREG), au Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble (GAEL) pour le master IEE, à l'équipe Politiques publiques, ACTions politiques, Territoires - Economie du Développement Durable et de l'Energie (PACTE EDEN) et au GAEL pour le master EEDD, et pour ce qui concerne les formations de l'IAE, par la place des enseignants-chercheurs majoritairement rattachés au Centre d'Etudes et de Recherche appliquées à la Gestion (CERAG). L'ensemble des 29 mentions sont ancrées dans un environnement socio-économique régional fort et les formations professionnelles bénéficient particulièrement en termes d'enseignements et de pilotage, de l'intervention de professionnels des secteurs ou des métiers concernés.

Synthèse de l'évaluation des formations

Les trois licences généralistes

Les licences *Economie-gestion* (EG) et *Economie-gestion-langues* (EGL) de la Faculté d'Economie associée à l'UFR de Langues pour la seconde, font état de cursus pédagogiques en bonne adéquation avec les objectifs définis : permettre aux diplômés l'acquisition de solides connaissances de base en économie et en gestion et une maîtrise des outils techniques utiles à ces deux disciplines. La licence EG propose efficacement deux parcours orientés Economie et deux parcours orientés Gestion en L3, ce qui permet aux étudiants d'affiner progressivement leurs choix de parcours. La licence *Economie-gestion-langues* est plus exigeante en ce qu'elle ajoute l'ensemble des enseignements de Langue Etrangères Appliquées aux matières fondamentales d'Economie et de Gestion mutualisées avec EG. Les contenus sont globalement cohérents. La place de la professionnalisation est réduite dans ces deux licences et n'apparaît qu'en L3 par quelques cours spécifiques à vocation professionnalisante, soit par un stage obligatoire, uniquement dans le parcours *Ingénierie économique* de EG, nécessairement à l'étranger pour EGL (mais sans crédits). Les départs en Erasmus sont bien présents dans les deux licences, mais devraient être systématiques en EGL alors qu'ils ne concernent qu'une petite moitié des étudiants de cette licence. La place de l'anglais dans la licence EG devrait être renforcée, notamment par des cours disciplinaires enseignés dans cette langue.

La licence EG recrute en première année de très nombreux étudiants à la fois en enseignement présentiel (750) et en formation à distance (150), mais avec une très forte hétérogénéité des entrants et une forte proportion (35 %) de bacheliers technologiques et professionnels qui pénalisent le taux de réussite aux examens, taux qui s'améliore logiquement entre la L1 à la L3. La licence EGL est sélective et ne retient qu'un dixième des 500 candidats qui souhaitent

intégrer cette formation, ce qui se traduit par des taux de réussite très élevés sur l'ensemble des trois années. Les passerelles existent et le soutien pédagogique est essentiellement mobilisé en EG où les trois années du cursus se caractérisent par des flux entrants et sortants très nombreux, qui ne sont cependant pas analysés qualitativement par les responsables de la formation. Il convient de souligner la place importante de l'enseignement à distance qui mobilise des outils numériques bien adaptés et constitue un élément d'attractivité fort de cette offre de niveau licence.

La place des enseignants-chercheurs est prépondérante dans l'équipe pédagogique Economie-Gestion des deux licences, ce qui traduit un lien fort avec la recherche et l'acquisition de fondements théoriques dès le niveau licence qui doit être acté, mais qui souligne en contrepartie un poids relatif insuffisant des intervenants susceptibles de préparer les étudiants à la professionnalisation et à l'entrée dans la vie active. Les équipes pédagogiques sont fortement impliquées dans l'encadrement des étudiants, mais la coordination entre d'une part économistes-gestionnaires et d'autre part enseignants de langues dans la licence EGL est insuffisante au regard des cloisonnements que laisse apparaître le dossier de cette formation entre les équipes de la Faculté d'Economie et celles de l'UFR de langues.

Ces deux licences EG et EGL sont bien ancrées dans l'offre de formation de l'UPMF et y ont une place parfaitement légitime. Elles semblent en phase avec le dynamisme de l'économie locale, et spécialement pour EGL avec le développement des besoins des entreprises et organisations dans un contexte mondialisé. Cependant, la plupart de leurs diplômés choisissent de poursuivre leurs études en master et majoritairement dans des formations autres que celles de l'UPMF. L'insertion professionnelle directe au sortir de la L3 n'est pas renseignée.

La licence *Gestion* occupe une place spécifique dans l'offre de formation de l'UPMF puisqu'elle porte uniquement sur les semestres 5 et 6 du cursus de licence. Elle a pour objectif d'assurer l'acquisition de compétences approfondies dans les différentes disciplines de la Gestion, ouvrant la voie, par ses trois parcours à une insertion professionnelle immédiate ou à la poursuite d'études en master. Cette formation, réalisée en formation initiale classique, permet l'acquisition de connaissances et de compétences généralistes et fondamentales en Sciences de gestion, et une spécialisation ouvrant sur la poursuite d'études en masters spécialisés. Les enseignements apparaissent en cohérence avec les objectifs des formations qui s'inscrivent totalement dans le champ « gestion ». Les parcours sont bien identifiés et l'ouverture internationale importante. La licence *Gestion* accueille des étudiants étrangers au sein des parcours MGE délocalisés au Maroc (Casablanca) et au Vietnam (Hanoï). Accompagnée par les services de relations internationales (SRI), l'ouverture à l'international est très forte pour le parcours MGE. Ses 200 étudiants (sur un total de 320 tous parcours confondus) doivent effectuer leur stage à l'étranger. Les étudiants peuvent également effectuer leur année au sein d'une université partenaire dans le cadre de la modalité « échange » du parcours MGE. La possibilité d'une année de césure est proposée aux étudiants qui le souhaitent pour tous les parcours.

Plus de 85 % des étudiants recrutés sont titulaires d'un Diplôme universitaire de technologie (DUT) (Gestion des entreprises et des administrations - GEA option Finance-comptabilité ou Petites et moyennes organisations, Techniques de commercialisation, Informatique). L'accès à la licence est conditionné à un examen du dossier universitaire, lettre de motivation et résultats au test national « Score IAE Message » et d'une certification du niveau d'anglais pour le parcours MGE. Pour ce public déjà diplômé et recruté de manière sélective, il n'est pas prévu de dispositif particulier d'aide à la réussite si ce n'est un suivi individualisé de l'étudiant par son enseignant-tuteur durant le stage et une forte implication des responsables pédagogiques. Le taux de réussite est très élevé (92,5 % en moyenne).

Le pilotage des formations se met progressivement en place, mais la forte multiplicité des parcours, des modalités et des sites alourdit la gestion du diplôme. Le rattachement de cette licence à l'IAE et la participation aux enseignements d'enseignants-chercheurs appartenant au Centre d'Etudes et de Recherches appliquées à la Gestion (CERAG), assurent le lien entre les enseignements et la recherche en Sciences de gestion. Des projets tutorés, des simulations, jeux d'entreprise et stages permettent aux étudiants de se familiariser avec le milieu professionnel. L'implication des professionnels n'est cependant pas mesurable, en l'absence d'annexe présentant l'équipe pédagogique. 95 % des étudiants diplômés de licence poursuivent leurs études en master dont 73 % à l'UPMF. Si les efforts de professionnalisation ne se traduisent dès lors pas par une insertion immédiate sur le marché de l'emploi, ils contribuent néanmoins à préparer l'insertion professionnelle des étudiants à l'issue du master.

Cette licence a toute sa place dans l'offre de formation du champ *Management des entreprises - économie (entrepreneuriat, innovation, développement durable)* de l'UPMF. Elle propose un socle de formation de qualité en Sciences de gestion, permettant une bonne préparation des étudiants pour les programmes de niveau master.

Les 19 licences professionnelles

Les licences professionnelles (LP) ont pratiquement toutes un cursus pédagogique qui paraît bien adapté aux objectifs professionnels de ces formations. Néanmoins, la LP *Gestion patrimoniale et immobilière* est trop ambitieuse dans les métiers visés lorsqu'ils concernent la Gestion de patrimoine, et certaines compétences attendues de la LP

Economie, gestion durable de l'eau et territoires relèvent davantage d'un niveau master. La LP *Développement de la TPE* gagnerait à rendre plus cohérents enseignements et débouchés professionnels en TPE et la LP *Management des PME-PMI*, bien qu'attirant un public en formation continue spécifique, devrait être différenciée plus fortement de la licence de *Gestion*. On peut également s'étonner de l'affichage distinct des deux LP *Management des unités de restauration* et *Managements des unités hôtelières* qui présentent un programme et une équipe pédagogique totalement identiques pour des objectifs et débouchés différents. Enfin, il faut signaler le problème majeur de la LP *Gestion et commercialisation des produits de la filière forestière* qui ne semble pas en mesure d'accomplir l'intégralité des heures prévues dans sa maquette (321h effectuées en 2012-2013 sur 550h annoncées), ce qui pénalise fortement l'atteinte de l'ensemble des objectifs de formation déclarés.

La place des stages et de la professionnalisation est tout à fait conforme aux attentes de formations devant conduire à une insertion immédiate sur le marché de l'emploi. Il faut cependant faire attention à ce que certaines licences professionnelles ne se résument pas *in fine* à permettre des stages ou projet tuteurés de longue durée au détriment de la formation universitaire. L'internationalisation s'avère globalement faible, mais une grande majorité des licences professionnelles répondent à des besoins pour l'essentiel régionaux (particulièrement pour les LP *Développement de la TPE-TPI*, *Management des PME-PMI*, *Management intégré qualité/sécurité/environnement*). Elle est inexistante dans des formations s'insérant dans un maillage du territoire national organisé en partenariat avec la profession, comme dans le cas de la LP *Commerce et distribution - DISTECH*, uniquement destinée au marché local. A l'inverse, l'internationalisation peut-être omniprésente sur des formations très pointues destinées à un public national et international telle que la LP *Gestion et marketing du secteur vitivinicole* et très marquée lorsque de nombreux étudiants choisissent de poursuivre leurs études par un stage à l'étranger dans le cadre de la LP *Management des unités de restauration*.

La place de la recherche est évidemment assez ténue à ce niveau de formation, mais on peut regretter que certaines LP affichent dans leur équipe pédagogique une proportion d'enseignants-chercheurs trop faible pour préparer des diplômes universitaires. C'est particulièrement vrai de la LP *Gestion et marketing du secteur vitivinicole* et de la LP *Management intégré qualité/sécurité/environnement* (aucun enseignant-chercheur de Sciences de gestion dans cette formation). Le constat s'applique globalement davantage aux formations délocalisées qu'à celles du site de Grenoble. Il manque également parfois certains enseignements académiques que l'on attend d'une inscription des formations dans le champ *Management des entreprises - économie* à l'image de la LP *Etudes statistiques, sondages et marketing*, de la LP *Gestion et commercialisation des produits de la filière forestière* ou de la LP *Management des approvisionnements et de la logistique*, mais encore plus de la LP *Assistant RH : évaluations et développement psychologique des ressources humaines* qui ne fait appel à aucun enseignant en Economie ou Gestion.

Dans l'ensemble, la réussite aux examens est bonne, voire excellente, ce que l'on attend évidemment de formations sélectives. La quasi-totalité de ces licences professionnelles recrutent des étudiants issus majoritairement de Brevets de techniciens supérieurs (BTS) (quasi-exclusivement pour la LP *Organisation et management des services de l'automobile* ou les deux LP *Management des unités hôtelières*, *Management des unités de restauration*) ou de DUT et peinent comme toutes les autres à attirer des étudiants de licences généralistes (à l'exception de la LP *Métiers de l'emploi et de la formation* et de la LP *Management des collectivités territoriales*). Les modes de recrutement se présentent de manière assez classique dans leur ensemble : dossier de candidature et entretiens. Les modalités de formation couvrent toutes les possibilités, formation initiale ou continue avec une très grande place réservée à l'alternance, souvent le mode quasi-exclusif de recrutement (le plus souvent en contrat de professionnalisation), mais parfois étonnamment absent de certaines LP (comme dans la LP *Gestion et commercialisation des produits de la filière forestière*) où il serait parfaitement adapté. La plupart des LP affichent des effectifs moyens autour de la vingtaine d'étudiants, mais une légère tendance à la baisse est constatée dans plusieurs formations, tendance plus lourde et inquiétante pour la LP *Technico-commercial en services et matériels thermiques et énergétiques* qui, faute de candidatures suffisantes, n'ouvre plus son parcours destiné aux profils commerciaux, et avec un niveau bas faible (de 11 étudiants en 2012-2013) pour la LP *Assistant RH : évaluation et développement psychologique des ressources humaines*.

Le positionnement des licences professionnelles dans leur environnement socio-économique apparaît tout à fait satisfaisant. Elles répondent pour la très grande majorité à de réels besoins du tissu économique, à une échelle régionale ou parfois plus élargie, comme en témoignent le nombre et la place clairement affichée des organismes de formation professionnelle en appui institutionnel de plusieurs licences professionnelles : Chambre des indépendants du Patrimoine, Université du Vin de Suze-la-Rousse, Fédération du Commerce et de la Distribution, Centre d'étude Forestière et Agricole de Montélimar, Centre de Formation Professionnelle Forestière de la Drôme, Association de Formation Professionnelle de l'Isère (Union des Industries de la Mécanique et de la Métallurgie), Association Nationale pour la Formation Automobile, Chambre des Métiers de l'Isère, Centre National de la Fonction Publique Territoriale... Le positionnement dans le champ *Management des entreprises - économie* est également parfaitement cohérent pour la quasi-totalité de ces LP (même si, comme cela a déjà été noté, des compléments disciplinaires doivent venir renforcer certaines formations). On notera plus spécifiquement que la LP *Economie, gestion durable de l'eau et territoires*, affiche, par son inscription dans ce

champ, une coloration socio-économique qui lui permet de se démarquer efficacement de la concurrence de beaucoup d'autres LP régionales dans le domaine de l'eau. En revanche, l'ancrage de la LP *Management intégré qualité/sécurité/environnement* apparaît moins nettement, les interventions d'enseignants-chercheurs en gestion étant peu nombreuses, et le rattachement de la LP *Assistant RH : évaluation et développement psychologique des ressources humaines* dans le champ *Management des entreprises - économie* semble quelque peu artificiel, elle est d'ailleurs déclarée par l'UPMF dans le domaine Sciences Humaines et Sociales.

Le pilotage des formations montrent une réelle implication conjointe des enseignants et des intervenants professionnels sur la très grande majorité des LP, un suivi régulier des étudiants (et très structuré dans le cadre de l'alternance) avec cependant quelques dossiers insuffisamment renseignés qui rendent difficile l'expertise et peuvent parfois interroger sur la réelle implication de l'équipe pédagogique dans le processus d'auto-évaluation ou faire douter du respect de tel ou tel aspect réglementaire. Cinq dossiers ne mentionnent pas l'existence formalisée d'un Conseil de Perfectionnement, pourtant utile dans une licence professionnelle (*Etudes statistiques, sondages et marketing ; Commerce et distribution - DISTECH ; Technico-commercial en services et matériels thermiques et énergétiques, Management des unités de restauration ; Managements des unités hôtelières*), mais sans que l'on puisse en conclure à l'absence d'échanges entre l'équipe pédagogique et les étudiants sur l'appréciation et l'amélioration de la formation.

Enfin, il est relativement difficile d'apprécier avec objectivité comment ces licences professionnelles réalisent leur mission spécifique d'une insertion professionnelle immédiate de leurs diplômés à des niveaux d'encadrement intermédiaire. En effet, en dépit de la multiplicité des enquêtes menées, initiées par l'équipe pédagogique en interne, ou par l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP) de l'UPMF, ou éventuellement par l'instance de formation professionnelle partenaire, les taux de répondants, très fluctuants d'une année sur l'autre, sont souvent trop faibles pour donner des résultats véritablement significatifs. Ces réserves étant faites, il ressort cependant globalement une poursuite d'études trop importante, souvent supérieure à 20 %, atteignant les 50 % pour certaines promotions (LP *Assistant RH : évaluation et développement psychologique des ressources humaines*, LP *Economie, gestion durable de l'eau et territoires*) et un taux d'insertion trop souvent passable (notamment quand on constate globalement le poids de l'alternance). Bien évidemment, une insertion dégradée peut contribuer pour partie à expliquer les chiffres de poursuite d'études. Toutefois, les poursuites d'études de l'ordre de 25 % des effectifs pour la LP *Management des collectivités territoriales* semblent s'expliquer par la volonté des étudiants d'augmenter leur chance de réussite aux concours de catégorie B de la fonction publique auxquels prépare cette formation. La LP *Organisation et management des services de l'automobile* est extrêmement performante en termes d'insertion (plus de 97 % des diplômés déclarés en emploi) comme le sont les deux LP jumelles *Management des unités hôtelières* et *Management des unités de restauration* (entre 80 % et 100 %). *A contrario* la LP *Assistant RH : évaluations et développement psychologique des ressources humaines* ne parvient à insérer que moins d'un étudiant sur deux sur le marché de l'emploi, faisant même douter de sa finalité professionnelle, s'apparentant plus à un diplôme passerelle qu'à un diplôme terminal. Si les métiers occupés par les diplômés en emploi correspondent globalement bien aux métiers visés par les formations, il manque dans beaucoup de dossiers les éléments qui permettraient de juger précisément de la qualité de l'insertion réalisée. Lorsque ces informations sont données dans les dossiers d'évaluation, les taux de salaire apparaissent globalement dans la moyenne de ce que l'on peut attendre à la sortie d'une LP. La LP *Management des approvisionnements et de la logistique* semble souffrir d'un réel déclassement de ces diplômés, mais le constat ne repose que sur les chiffres d'une seule promotion et ne peut donc être établi avec certitude. Dans un contexte de réforme des collectivités territoriales, il convient de surveiller l'évolution des perspectives d'emploi de ce secteur puisqu'elles auront un impact sur les performances et l'attractivité de la LP *Management des collectivités territoriales*.

Les sept mentions de masters

Deux mentions de master sont proposées à la faculté d'Economie de l'Université Pierre Mendès France et cinq mentions à l'IAE de l'UPMF.

Les masters *Ingénierie économique et entreprise* (IEE) et *Economie, énergie et développement durable* (EEDD) mettent en œuvre des contenus pédagogiques dans l'ensemble bien adaptés aux objectifs de spécialisation d'étudiants très majoritairement issus de cursus préalable en Economie-Gestion. Les deux masters regroupent six spécialités dont cinq sont professionnelles ou à dominante professionnelle. La spécialité *Economiste de l'énergie et de l'environnement* de la mention EEDD est affichée comme une voie recherche, mais apparaît en fait comme très faiblement différenciée de l'autre spécialité de ce master, à savoir *Responsable énergie-environnement en entreprise et collectivité* à vocation professionnelle. L'objectif de professionnalisation est donc prépondérant, bien conforté par la place importante des stages et des projets tuteurés et par un solide réseau des partenaires. C'est cet objectif qui structure l'offre de formation de niveau master en fonction de la complémentarité des compétences des intervenants professionnels et des compétences des enseignants (chercheurs ou non) associées pour satisfaire, de manière qu'on peut juger tout à fait satisfaisante, les besoins exprimés par le tissu économique (local ou national). Ce faisant, les enseignements de la

mention IEE apparaissent fortement orientées Gestion même si demeure une coloration Economie donnée par les enseignants-chercheurs du Centre de Recherche en Economie de Grenoble (CREG) et du Laboratoire d'Economie Appliquée de Grenoble (GAEL). Mais ils sont en fait surtout présents en M1 et dans les deux spécialités *Ingénierie économique et entreprise* et *Ressources humaines, organisation et conduite du changement* et quasiment absents des deux autres spécialités de cette même mention IIE.

Quant à la mention de master *Economie, énergie et développement durable* (EEDD), son cursus s'inscrit bien dans les thématiques des équipes Politiques publiques, ACtions politiques, Territoires-Economie du Développement Durable et de l'Energie (PACTE EDEN) et GAEL mais, pourtant, la formation par la recherche y apparaît comme assez limitée (y compris dans la spécialité recherche). L'internationalisation des deux masters se traduit essentiellement par l'accueil d'étudiants étrangers en grand nombre, mais aussi par la mobilité permise par le développement des stages à l'étranger, et la mise en œuvre d'accords de partenariats internationaux ambitieux (Tempus, co-diplomation...). Elle est également favorisée par la place accordée à la formation à distance, une caractéristique majeure de l'offre de formation de l'UPMF, mais toutefois limitée à l'aire de la francophonie en raison de la faible place des cours dispensés en anglais.

Le master IEE inscrit chaque année entre 550 et 800 étudiants, ce qui est considérable, mais prend évidemment en compte les effectifs du M1 généraliste et de quatre M2, là où le master EEDD, formation jeune, affiche un effectif en hausse, mais de seulement 31 étudiants en 2013 pour ses spécialités jumelles de M2. L'attractivité de l'ensemble des masters est cependant réelle, la sélectivité en atteste. Il faut saluer à nouveau la place de la formation à distance et du numérique qui nécessitent un investissement important des équipes pédagogiques. Il convient également de souligner la diversité des modes de recrutement des étudiants, puisqu'à côté de la formation initiale classique, on trouve des étudiants en formation continue, en apprentissage, en contrat de professionnalisation, dans des proportions différentes selon les spécialités, mais toujours très significatives. Cela traduit ici encore la richesse des réseaux et des partenariats noués avec l'environnement professionnel de ces formations. Cependant, le taux de réussite aux examens reste, malgré les dispositifs d'accompagnement, bien plus faible pour les étudiants à distance que pour ceux en présentiel (à l'exemple extrême de la spécialité *Diagnostic économique d'entreprise*, où le taux de réussite est de 20 % pour les premiers et 78 % pour les seconds).

La structuration de cette offre de masters pose cependant problème du fait de l'existence d'un M1 unique, celui de la Faculté d'Economie de Grenoble, pour alimenter à la fois trois des quatre spécialités de la mention IEE, mais également les deux spécialités du master EEDD pourtant déclaré comme une mention à part entière, séparée de la mention IEE. C'est un compromis peu satisfaisant entre une exigence de lisibilité des parcours et un souhait d'autonomie de EEDD qui serait plus crédible s'il possédait son propre M1. A l'inverse, le *parcours Chargé d'études économiques et statistiques* de la spécialité *Ingénierie économique* a un M1 et un M2 qui lui sont propres et complètement indépendants de l'autre parcours de la spécialité, mais n'est cependant pas affiché comme une spécialité à part entière. Cela ne remet néanmoins pas en cause le positionnement de ces formations dans leur environnement scientifique et socio-économique. Les spécialités de IEE répondent à des besoins génériques des entreprises et des organisations, là où celles de EEDD s'inscrivent dans un objectif plus sectoriel lié à une spécialisation forte de l'UPMF dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, bien concrétisée et reconnue par la place de la formation continue dans ce master.

Cette disparité d'objectifs se retrouve dans la composition des équipes pédagogiques où la part des enseignants-chercheurs et des chercheurs est très forte dans le master EEDD (en lien avec leurs thématiques de recherche), mais ne représente plus globalement que la moitié des enseignants dans le master IEE, avec une forte disparité selon les spécialités et une très faible présence dans les deux spécialités *Diagnostic économique d'entreprise*, et *Stratégies économiques du sport et du tourisme*. Même si les intervenants professionnels sont de qualité dans l'ensemble des formations, l'insuffisance d'intervenants académiques dans certaines spécialités pose la question d'un adossement recherche crédible, mais aussi celle de la pertinence d'un affichage économique lorsque les enseignants-chercheurs économistes ou même gestionnaires sont presque absents d'une formation. Le pilotage de la mention EEDD se ressent également de cette diversité des formations et de leurs équipes pédagogiques propres, puisqu'au-delà du M1, il est décentralisé au niveau de chaque M2 (et de leurs propres conseils de perfectionnement) et traduit ainsi l'absence d'une stratégie globale au niveau du master.

Enfin, l'insertion professionnelle mesurée par les enquêtes de l'UMPF (avec un taux de réponse moyen satisfaisant assurant la significativité des résultats sauf pour *Diagnostic économique d'entreprise*) apparaît globalement insuffisante dans le master IEE puisque le taux d'emploi des diplômés huit mois après la sortie n'est que de 65 % et que le taux de chômage, deux ans et demi après, est de 15 %. Ces résultats sont d'autant plus inquiétants que des efforts sont faits en matière de professionnalisation des étudiants et d'inscription des formations dans le contexte économique régional (ce taux de chômage à deux ans et demi n'est que de 10 % dans la spécialité *Ingénierie économique*, mais de 20 % pour *Ressources humaines, organisation et conduite du changement* et de 25 % pour *Stratégies économiques du sport et du tourisme*). Pour ce qui concerne le master EEDD, il est plus difficile de juger sa performance en terme d'insertion au vu de la jeunesse du diplôme, mais aussi parce que plus de la moitié de ses inscrits ont déjà un diplôme d'ingénieur et que plus de la moitié des inscrits en formation à distance sont déjà des cadres en emploi. Cependant, le taux d'emploi des

deux premières promotions n'est que de 57 % même si la promotion des cadres du secteur énergétique semble réelle. Enfin, la poursuite d'études en doctorat est très faible au sein de ces deux masters qui, même avec des spécialités recherche, ne parviennent pas (ou ne cherchent pas) à nourrir leurs formations doctorales (trois doctorants sur 750 diplômés en quatre ans pour IEE même si on note deux doctorants (promotion 2013) pour EEDD).

A l'IAE, les formations de niveau master sont structurées autour de deux années de formation (M1 et M2). Pour le champ « Gestion » de l'UPMF, ce sont cinq mentions de masters organisées par l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) qui constituent l'offre de formation de ce niveau. Pour chaque mention de master, la première année (M1) se présente sous la forme d'un parcours, tronc commun de formations, qui ouvre sur plusieurs spécialités proposées aux étudiants en deuxième année (M2), ce qui a représenté, au total, 23 spécialités ouvertes au cours de la durée du contrat.

Les contenus proposés permettent d'apporter aux étudiants une formation qui mixe savoirs professionnels et savoirs théoriques. Un offre diversifiée de mentions et de spécialités de masters permet de préparer les étudiants à l'exercice de fonctions d'encadrement dans les grandes sous-disciplines des Sciences de gestion (*Finance, Marketing, Management de l'innovation et de la technologie, Management des systèmes d'information, Management général*). Le master *Management* propose six spécialités en seconde année de master : *Management stratégique des achats (DESMA) ; Entrepreneuriat et conseil aux PME ; Management stratégique des ressources humaines ; Recherche et intervention en organisation ; Management international ; Administration des entreprises*. Cette dernière est une spécialité de M2 généraliste double compétence qui reflète le positionnement historique des IAE appartenant au réseau IAE-France. Elle propose en M2 une formation de gestionnaire à des étudiants ayant déjà reçu une formation de niveau master en dehors du domaine de la gestion. Si l'objectif d'insertion professionnelle (en France ou à l'international) des diplômés est patent, le lien entre la formation professionnelle et la recherche scientifique est assuré par l'intervention dans les enseignements, mais aussi dans le pilotage des formations, des enseignants-chercheurs de l'IAE rattachés en grande majorité au Centre d'Etudes et de Recherche appliquées à la Gestion (CERAG). On note aussi l'intervention ponctuelle d'enseignants-chercheurs étrangers invités, notamment dans le master *Marketing*.

Les nombreux partenariats de l'IAE de l'UPMF avec des universités étrangères attestent du souci de favoriser la mobilité étudiante et enseignante dans le monde. La stratégie d'ouverture à l'international a été concrétisée par de nombreux partenariats pour la spécialité *Management de l'innovation et de la technologie* (le Conservatoire National des Arts et Métiers, HEC Montréal, Bangkok Université, l'Ecole Nationale Supérieure de Création Industrielle, l'Université de Stendhal et l'université de Savoie, les Universités de Sao Paulo Brésil, de Twente, de Laval à Québec, de Shanghai, Politecnico de Turin, de Milan, et HEC Montréal), deux doubles diplômes avec le Brésil et la Chine (Universidade de Sao Paulo - Pontificia Universidade Catolica de Rio de Janeiro et Shanghai University) et une formation délocalisée à Pasagard Research management and Human Capital Development Institute Téhéran en Iran pour la spécialité *Management des systèmes d'information*, des délocalisations à Beyrouth, Sao Paulo et Casablanca pour, respectivement, les spécialités de M2 *Communication et marketing, Ingénierie marketing et Comptabilité, contrôle, audit (CCA)* (les faibles effectifs à Beyrouth mettent néanmoins en question l'opportunité de cette délocalisation). Un partenariat avec la Shangai International Studies University complète ce dispositif. Plusieurs unités d'enseignements sont dispensées en langue anglaise. La spécialité *Empirical finance and accounting (EFA)* est dispensée intégralement en anglais. 80 % des effectifs de cette spécialité sont étrangers. Dans le master *Management*, la dimension internationale s'apprécie principalement dans la spécialité *Management international* dispensée en anglais, mais semble assez peu développée et/ou enseignée dans les autres spécialités.

La professionnalisation est présente dans les processus d'élaboration des formations. Les objectifs de professionnalisation sont, dans l'ensemble, clairement identifiés et annoncés aux usagers et aux partenaires en termes de compétences à obtenir, de métiers visés et de débouchés professionnels. En outre, les formations de niveau master mettent l'accent sur le développement de compétences transversales avec pour objectifs de développer, chez les étudiants, la capacité de réflexion et d'analyse critique, la capacité à communiquer clairement des idées à l'oral et à l'écrit, ainsi que la capacité à travailler en équipe. Cela se retrouve notamment dans l'organisation des projets tuteurés. Une expérience en milieu professionnel, sous forme de stage, est intégrée dans la plupart des formations de niveau master de l'IAE de l'UPMF. Ainsi, les étudiants acquièrent et valorisent des compétences professionnelles et confrontent leurs connaissances théoriques à la pratique. Tout stage donne lieu à une restitution écrite et/ou orale évaluée dans le cadre de la formation. La durée des stages est le plus souvent de six mois en M2 avec quelques exceptions selon les mentions ou spécialités. La mise en place de simulations de gestion et de projets tuteurés vise à renforcer la professionnalisation des étudiants.

La recherche en Sciences de gestion occupe une place prépondérante dans la constitution des programmes de formation au niveau master et cela se traduit par la mise en place de réels parcours « recherche » proposés aux étudiants des masters. Dispensés par des enseignants-chercheurs rattachés au Centre d'Etudes et de Recherche appliquées à la Gestion, ces parcours recouvrent des enseignements spécifiques aux méthodes de recherche en Sciences de gestion et des enseignements théoriques de spécialité. Ils débouchent sur la rédaction d'un mémoire de recherche, en remplacement du mémoire de stage. Les poursuites en doctorat sont satisfaisantes (plus de 50 % des étudiants pour les

spécialités orientées recherche aux effectifs évidemment faibles). Le laboratoire est lui-même rattaché à l'école doctorale de Sciences de gestion (Ecole doctorale - ED 275 de l'université).

Le recrutement des étudiants s'effectue conformément à la politique du master et de l'établissement (IAE de Grenoble) sur la base de l'évaluation d'un dossier, d'un test d'aptitude aux études de gestion (TAGE-MAGE ou équivalent) et d'un entretien de motivation et d'orientation. Selon les formations, un niveau minimum d'anglais est demandé, attesté par le test of english as a foreign language (TOEFL), le test of english for international communication (TOEIC).

Plusieurs formations mixent formation initiale classique et formation en alternance ou encore formation initiale classique et formation continue. Des dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) ont été mis en place. Les équipes pédagogiques intervenant dans les masters intègrent des praticiens recrutés pour leurs compétences ; ils assurent environ 50 % des enseignements sur l'ensemble des masters et un peu plus de 25 % du volume horaire des enseignements. L'expertise qu'ils apportent renforce le lien entre les formations de niveau master et les métiers ciblés. Cela permet de positionner avec pertinence les formations du champ dans leurs environnements socio-économiques régionaux, nationaux et internationaux.

Des conseils de perfectionnement et des conseils de master sont organisés deux fois par an au niveau du master ainsi que des réunions pédagogiques dans certaines spécialités (sauf pour les masters *Management de l'innovation et de la technologie* et *Management des systèmes d'information* dans lesquels la périodicité n'est que d'une fois par an). Ils évaluent la cohérence des enseignements et proposent des améliorations pour l'année suivante. Animées par le responsable de la formation en présence des équipes pédagogique et administrative, ces réunions font l'objet de procès-verbaux et donnent lieu à une restitution auprès des délégués des étudiants de la formation concernée. Les praticiens qui font partie de l'équipe pédagogique trouvent ici l'occasion d'apporter le point de vue des entreprises. L'avis des étudiants est pris en compte à travers une analyse des résultats des évaluations des enseignements et des entretiens avec les délégués étudiants.

Les effectifs des mentions de master sont stables voire en progression attestant de leur attractivité. Les taux de réussite et les taux d'insertion sont bons (de l'ordre de 75 à 95 % à huit mois, supérieurs à 95 % à 30 mois), et les métiers ciblés sont atteints.

L'architecture des formations apparaît lisible et cohérente dans son ensemble, mais les dossiers mésestiment globalement les risques de concurrence locale (Ecole de management, universités de Lyon ou de Chambéry). Cependant, les six spécialités proposées au sein de la mention *Management (Management stratégique des achats (DESMA) ; Entrepreneuriat et conseil aux PME ; Management stratégique des ressources humaines ; Recherche et intervention en organisation ; Management international ; Administration des entreprises)* semblent très hétérogènes. La spécialité *Vente et distribution* de la mention *Marketing* semble à revoir : faible présence des enseignants-chercheurs, déconnexion des autres spécialités de la mention, positionnement à clarifier, effectifs en baisse pour la formation initiale.

De même, une réflexion mériterait d'être engagée sur le positionnement des spécialités de la mention *Management de l'innovation et de la technologie*, notamment par rapport à la spécialité *Management de la chaîne logistique* de la mention *Systèmes d'information* et/ou de la mention *Management* dans son ensemble.

Avis du comité d'experts

L'ensemble des formations proposées dans le champ *Management des entreprises - économie (entrepreneuriat, innovation, développement durable)* de l'UPMF compose un portefeuille cohérent de formations de type licence généraliste, licences professionnelles, et masters qui couvrent une grande majorité des principales disciplines du domaine, des spécialités sectorielles et des formations de type double compétence. Un ancrage fort et varié de la plupart des formations dans leur environnement socio-économique est constaté. Cet ensemble assure un réel maillage territorial des formations au niveau de la région. De nombreuses conventions et relations partenariales avec des entreprises et organismes professionnels apportent un soutien actif à ces formations en termes de pilotage, de projets et de stages et in fine de débouchés professionnels pour les diplômés.

L'offre de formation, lisible au niveau des publics concernés (étudiants, partenaires constituant les environnements professionnels régional, national et international), apparaît bien en lien avec l'activité scientifique conduite au sein de l'UPMF. Les mentions de masters qui proposent des parcours recherche affichent un adossement fort à la recherche scientifique et bénéficient de l'intervention des enseignants-chercheurs dans leur domaine d'expertise, mais il serait souhaitable qu'ils interviennent davantage dans de nombreuses formations professionnelles où ils apparaissent trop distants.

La grande majorité des formations trouvent naturellement leur place dans le champ *Management des entreprises - économie (entrepreneuriat, innovation, développement durable)*. Le dossier champ présenté par l'établissement est néanmoins très succinct, ce qui ne permet pas de juger de la cohérence de l'offre au regard des autres champs présents sur le site grenoblois, ni au regard des autres diplômes qui peuvent l'alimenter tels que les BTS ou les DUT sur lesquels on ne dispose d'aucune vue et analyse d'ensemble.

Compte tenu des données affichées, on peut considérer l'insertion professionnelle des étudiants comme satisfaisante dans de nombreuses formations du champ, et même globalement très bonne à l'IAE, mais cette appréciation globale ne doit pas faire oublier des taux et des délais d'insertion passables dans plusieurs licences professionnelles ainsi que les performances très moyennes du master IEE dans ce domaine.

A l'intérieur du champ, la mutualisation de certains enseignements s'avère effective. La coordination des formations s'opère pour l'essentiel au sein des établissements qui les pilotent, mais certaines LP, délocalisées à Vienne ou à Valence souffrent néanmoins de leur éloignement géographique et d'une présence moindre d'enseignants-chercheurs.

La dimension très large du champ dans le domaine de l'Economie et de la Gestion ne permet pas vraiment d'exprimer un positionnement concurrentiel à l'échelle nationale et/ou internationale des formations qui le constituent. Cependant ce cadre englobant traduit bien l'étendue des réponses apportées aux besoins de management des entreprises et d'organisations variées. En outre, il est à l'heure actuelle difficile de déterminer si l'attractivité et le potentiel des formations, notamment celles opérant sur des secteurs plus pointus ou des niches de spécialisation, dépendra de la structuration, du périmètre et de l'intitulé du champ qui les regroupent.

Conclusions

- Points forts

Le champ *Management des entreprises - économie (entrepreneuriat, innovation, développement durable)* de l'UPMF représente une offre de formation de niveau licence, licence professionnelle et master, diversifiée, complémentaire et attractive, répondant aux besoins du tissu économique prioritairement à l'échelle régionale, mais aussi nationale et dans certains cas internationale.

Les partenariats noués avec les milieux professionnels assurent la qualité de l'ancrage des formations dans leur environnement socio-économique, l'apport d'intervenants professionnels de qualité, et une forte présence de l'alternance et de la formation continue.

Les dispositifs pédagogiques sont bien adaptés aux objectifs des formations et la mise en place de plateformes numériques permet un remarquable développement de la formation à distance avec des effectifs étudiants qui témoignent d'une réelle attractivité de ce mode d'enseignement.

- Points faibles

Le dossier champ présenté par l'établissement, très peu renseigné, ne permet pas de juger d'une réelle vision stratégique de l'UPMF dans la définition et construction du périmètre du champ. Certaines formations posent question au niveau de leur coexistence au sein du champ (comme la LP *Management des PME-PMI* par rapport à la licence généraliste de *Gestion*) ou leur inscription au sein de ce champ (comme la LP *Assistant RH : évaluation et développement psychologique des ressources humaines*).

Les dossiers des formations sont souvent de qualité moyenne et ne donnent pas toutes les informations nécessaires à une expertise efficace (par exemple en termes de qualité de l'insertion) et présentent parfois des incohérences entre les éléments fournis en annexes et leur prise en compte dans les dossiers.

L'architecture de l'offre de formation est parfois peu lisible comme dans l'articulation des deux années des masters *Ingénierie économique et entreprise et Economie, énergie et développement durable* de la Faculté d'Economie ou dans l'agrégation de spécialités très différenciées au sein du master *Management* de l'IAE. Le positionnement des spécialités de la mention *Management de l'innovation et de la technologie*, notamment par rapport à la spécialité *Management de la chaîne logistique* de la mention *Systèmes d'information* et/ou de la mention *Management* dans son ensemble mériterait également réflexion.

Les taux d'insertion professionnels sont passables dans de nombreuses licences professionnelles et les poursuites d'études trop élevées, ce qui traduit une insuffisante réalisation de leur mission d'insertion professionnelle immédiate.

Des licences professionnelles, souvent celles délocalisées, mais aussi des spécialités professionnelles de master ont des équipes pédagogiques insuffisamment dotées en enseignants-chercheurs. Certaines formations ne font même appel à aucun enseignant-chercheur en Sciences économiques ou en Sciences de gestion. Des considérations territoriales et/ou des partenariats forts avec des organismes de formation renforcent la perception d'un isolement géographique et/ou d'une faiblesse des enseignements académiques de certaines licences professionnelles. Cela peut interroger dans certains cas sur l'ancrage universitaire de ces formations.

Certaines LP posent question au niveau de leur positionnement : LP *Management des PME-PMI* par rapport à la licence généraliste de *Gestion*, les LP *Management des unités hôtelières* et *Management des unités de restauration*, indifférenciées dans leurs programmes et équipes pédagogiques malgré des objectifs affichés différents.

Les spécialités recherche des masters de la Faculté d'Economie ne mènent qu'exceptionnellement leurs diplômés à entreprendre des études doctorales.

- Recommandations

Les équipes pédagogiques des licences professionnelles et de certaines spécialités de masters mériteraient d'être renforcées afin de consolider la cohérence des objectifs professionnels affichés avec les enseignements disciplinaires en sciences de gestion correspondants.

Face à une juxtaposition apparente des différentes spécialités que la mention du master *Management* agrège et que l'absence de pilotage au niveau de la mention reflète, la logique de construction de cette mention mériterait une réflexion sur un éventuel regroupement de spécialités sous forme de mentions indépendantes ou de rattachement à d'autres mentions de master.

La structuration de l'offre de masters de la Faculté d'Economie devrait être simplifiée pour gagner en cohérence et en lisibilité dans l'articulation M1-M2 et dans l'affichage des spécialités en deux ans. Le master EEDD gagnerait en efficacité en devenant une véritable formation en deux ans à partir d'une première année de master qui lui soit spécifique.

L'établissement doit prendre en compte la normalisation des intitulés de mentions pour aboutir à une architecture plus lisible de son offre de formation.

Observations de l'établissement

Saint-Martin-d'Hères, le 20 avril 2015

Direction des formations et de la vie étudiante

Monsieur Jean-Marc GEIB

Affaire suivie par : Nathalie GENIN
Tél. : 04 76 82 83 01
Mél. : nathalie.genin@upmf-grenoble.fr

Objet : Evaluation HCERES 2015 – Champ Management des entreprises - Economie
(Entrepreneuriat, Innovation, Développement durable)
Référence(s) : A2016-EV-0381839T-S3FO160011171-RT.pdf

Monsieur le Directeur,

Nous tenons à remercier l'ensemble des membres du comité HCERES pour la qualité des travaux d'expertise qui ont été menés.

Nous vous informons que nous n'avons aucune observation à faire remonter à l'HCERES concernant ce champ.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.

Le Vice-Président Commission Formation et Vie Universitaire,



Michel ROCCA